



Compte rendu

Prague – République Tchèque – Mercredi 6 mars 2019

Entre 60 et 80 participants sont venus à ce débat préparé par les conseillers consulaires locaux. Pour faciliter les discussions et aborder tous les quatre sujets, deux groupes ont discutés en parallèle. Après un moment d'introduction un mot d'accueil des élus prenant part au débat et un rappel des règles de respect et de libre participation, les échanges se sont poursuivis en deux parties, avec une restitution de travail des ateliers à la fin de chaque partie. La diversité des points de vue exprimés, le respect de la prise de parole et le contraste des propositions ont nourri et sans cesse renouvelé les propositions débattues.

Le débat est organisé par les trois conseillers consulaires de Tchéquie :

- Hélène Briard,
- Guillaume Eloy,
- Vassili Le Moigne

En association avec les élus nationaux également présents :

- Frédéric Petit, député des Français de l'étranger (7^{ème} circonscription Europe centrale et orientale) – c'est le 15^{ème} débat auquel il participe dans sa circonscription
- Joëlle Garriaud-Maylam, sénatrice des Français de l'étranger

Première partie : démocratie et citoyenneté / transition écologique

Première partie - Groupe 1, thème Démocratie et citoyenneté

Synthèse de la discussion :

Droit de vote : la majorité est favorable au vote blanc mais il n'y a pas d'accord tranché sur la question du vote obligatoire.

Mode de scrutin : une majorité des participants qui se sont exprimés souhaite renforcer la représentativité en donnant une place plus importante au scrutin de liste (proportionnel) ou à

d'autres scrutins alternatifs (vote préférentiel, classement des candidats...), mais il n'y a pas de majorité pour passer à une proportionnelle intégrale.

Sur le travail du parlement : une nette majorité est favorable à la réduction du nombre de parlementaire, et notamment de députés, bien qu'il y a des avis partagés, et plusieurs propositions ont été émises pour réformer et/ou supprimer le sénat.

Sur le référendum d'initiative citoyenne et le référendum en général : largement soutenu au niveau local, le droit au référendum est débattu et discuté pour le niveau national, où ce droit au devrait, s'il était accepté, être très encadré, notamment par une limitation des sujets de vote ou encore par l'assurance d'une information impartiale fournie aux électeurs.

Modérateur : Vassili Le Moigne / Prise de notes : Yoann Thériaud

Transcription des échanges

Vote blanc et abstention

Je suis pour le vote blanc et pour le vote obligatoire si et seulement si le vote blanc est pris en compte

Pour ma part, je suis contre, l'abstention est un droit parmi d'autres

Je suis favorable au vote blanc

Si on ne vote pas, on passe sous les radars : pour moi, le vote blanc est un début de reconnaissance.

Il est important de reconnaître le vote blanc. Le vote est un droit, je trouve aberrant de ne pas comptabiliser les gens qui se déplacent pour voter.

Excusez-moi : l'abstention, c'est quelqu'un qui ne s'exprime pas. Le vote blanc est différent.

Vote obligatoire ?

Non, je pense que le vote doit rester un droit. Laissons les gens qui le souhaitent s'engager dans la société.

Nous sommes dans une démocratie représentative et chacun est amené à s'exprimer : je suis pour le vote blanc et pour le vote obligatoire.

Comment contraindre au vote obligatoire ?

Réponse : Ça existe, pas ex en Belgique.

En Belgique, c'est assez léger. Au Brésil, le système de sanction administrative est lourd, par ex si on veut devenir fonctionnaire.

Pour la mise en place du scrutin préférentiel

Ou un autre scrutin, avec trois réponses possibles : répondre « oui, peut-être ou pas du tout » pour chaque candidat.

Déjà, voter pour quelqu'un est problématique (dans le système actuel) : c'est dire oui à 100 % du programme. On pourrait voter pour un plan quinquennal, pour un programme.

Critique : un programme à la carte, c'est 65 millions de programmes

Réponse : pas forcément

Pour moi, il faut une consistance entre le projet le plus proche de ce que veulent les Français et un programme cohérent.

Oui, ça évitera que certains candidats se focalisent sur un sujet particulier. Mais je pense que c'est problématique sur le budget.

Rappel : on a une séparation des pouvoirs entre président/gouvernement et parlement sur le vote des lois et du budget.

Je me demande quelle serait la valeur d'un vote contraint. Serait-ce totalitaire ?

Réponse : On peut voir ce fonctionnement en Belgique

Frédéric Petit : le Modem est favorable au vote blanc. Le vote obligatoire n'est pas nécessaire, pour moi c'est un honneur de voter, c'est un choix.

Proportionnelle ?

Frédéric Petit : le problème d'une proportionnelle complète est le risque d'une situation ingouvernable, comme en Italie. Il existe des systèmes mixtes en Allemagne et en Roumanie notamment. La proposition en France, c'est d'avoir environ 300 députés de circonscription et 100 élus sur une liste. Le RN et la FI auraient ainsi davantage de députés.

Je suis plutôt pour une dose de proportionnelle. Avec les consignes de parti, les partis votent en bloc. Avec la proportionnelle, il y aurait davantage de nuances et de recherche de consensus, comme en Allemagne. Je pense que du coup les gilets jaunes auront le sentiment d'être peut-être plus entendus.

Actuellement on a un scrutin uninominal, alors que la proportionnelle est un scrutin de liste. On ne choisi pas nominativement son député.

Aux municipales de Prague, on peut cocher la liste ou les personnes. Moi, je suis favorable à une méthode proportionnelle qui donne une prime aux trois premiers arrivés en tête.

La proportionnelle ne changera pas grand-chose. La France Insoumise aura peut-être 50 places au lieu de 10, mais elle restera minoritaire de toute façon, sans faire de différence. Le vrai problème est la fusion de l'exécutif et du législatif. Je suis pour le rétablissement du septennat.

...Actuellement il y a un gros groupe LREM, mais ça pourrait changer.

Si on avait le RIC (référendum d'initiative citoyenne), les citoyens pourraient proposer des lois.

Je rappelle que la grande instabilité de la IVe République était liée au vote à la proportionnelle. La mise en place du quinquennat, adossé aux élections législatives, a beaucoup changé les choses sous la Ve.

On pourrait aussi placer les élections parlementaires avant l'élection présidentielle. Je suis plutôt favorable à la proportionnelle, mais pas dans le cadre actuel.

Réponse : Le problème est que si les élections législatives et présidentielle sont trop décalées dans le temps, on va avoir des difficultés pour voter les lois et le budget.

Nombre de parlementaire :

Je suis favorable à la baisse du nombre de parlementaires. Aux Etats-Unis, il y a seulement 100 sénateurs. On aurait plus d'indépendance et plus de fortes personnalités.

C'est un peu incohérent. On veut que les parlementaires soient plus actifs, ce serait une bonne chose. Mais si on réduit leur nombre, je ne vois pas comment on représenterait mieux les opinions. Pourquoi diminuer le nombre de parlementaire ?

Sénatrice Joëlle Garriaud-Maylam : Lorsque j'ai été élue, j'ai été très étonnée du travail fourni par les sénateurs. Ils font évoluer les textes. Ils font un travail étonnamment important. Dans chaque matière, dans tous les domaines, ils font des auditions avec les personnes concernées. Baisser leur nombre serait compliqué.

Député Frédéric Petit : Je suis d'accord avec ma collègue parlementaire, à l'Assemblée nationale, effectivement on travaille beaucoup. Je suis favorable à une baisse du nombre de parlementaires, ce qui permettrait de mieux organiser le travail. Je vous trouve sévère sur le travail des parlementaires, et je vous encourage à regarder davantage LCP AN que BFM TV. Les députés sont indépendants, et au Modem on vote comme on veut. Le travail est sérieux, et une audition parlementaire, ce n'est pas une rigolade. Il est important d'améliorer le fonctionnement du parlement.

Sur les auditions, on dit que c'est sérieux, on a bien vu l'affaire Benallah...

Modérateur : j'ai participé à une audition sur le vote électronique au Sénat. Quand j'ai vu le travail qui avait été fourni, j'étais bouche bée.

Je suis favorable à la baisse du nombre de parlementaires, ça ne remet pas en cause leur travail. Il faut réorganiser leur travail, je suis d'accord. Je suis aussi, avec tous mes respects pour Madame la sénatrice, pour qu'on supprime ou remplace le Sénat.

Sur les référendums :

Je suis favorable au référendum sans limite. Si les citoyens sont assez éduqués pour choisir leurs représentants, ils peuvent choisir la direction dans laquelle leur pays doit aller.

Aujourd'hui un certain nombre de députés et citoyens peuvent invoquer un référendum.

Je suis favorable au modèle suisse, mais faut-il le faire sur n'importe quel sujet ? nous sommes à l'heure du numérique. Il y a des pétitions en ligne. Le vote est un système simple.

Je pense que le référendum est important pour les initiatives locales ou régionales. Et s'il y a un conflit avec une loi nationale, on peut trouver un système qui fera remonter l'initiative locale au niveau national.

Modérateur : et si on vote localement pour légaliser la marijuana ?

Réponse : On pourra dans ce cas faire remonter le vote à un niveau national.

Je suis d'accord avec un référendum au niveau local. Pour ce qui est du niveau national ou européen, il est difficile de prendre la décision de manière informée.

Une proposition pour choisir les questions est de prendre une plateforme en ligne, et on prend pas ex les 5 premières mesures les plus populaires et on fait un référendum dessus.

Modérateur : dans ce cas, quel sera le rôle des lobbys ?

Remarque : Jean-Jacques Rousseau disait : « le peuple a toujours raison, mais il est parfois mal inspiré ». Le danger est de transformer le référendum en plébiscite pour ou contre les dirigeants, c'était par le cas avec Charles de Gaulle en 1969.

Un référendum sur le plan national est risqué, mais on peut être amené à responsabiliser les gens et réfléchir avant de voter.

Je rejoins ceux qui disent qu'il y a un enjeu national, mais on a vu le Brexit. Je suis plutôt pour faire confiance au peuple, mais pour encadrer et informer les référendums : c'est la proposition de Terra Nova.

Modérateur : les citoyens de la génération Facebook vont-ils lire les informations officielles ?

Réponse : pourquoi pas ! C'est mieux que les informations non contrôlées qui circulent déjà sur Facebook.

Député Frédéric Petit : Quand on fait un référendum, on a une tyrannie de la majorité sur la minorité. Alors que les élus représentent aussi ceux qui n'ont pas voté pour eux. Aujourd'hui on peut déjà faire un référendum d'initiative partagée, et on ne le fait pas.

Avec un droit de référendum, qui va décider ? Le peuple ou les représentants ? Les représentants sont élus, on leur fait confiance.

*

Première partie - Groupe 2, thème Transition écologique

Synthèse des échanges

Sur le financement de la transition écologique : le constat est partagé : c'est cher, où trouver l'argent ?

- **Remarque** : Aucun participant ne s'est déclaré climato-sceptique.
- **Taxe carbone** : Taxer nos entreprises principalement responsables des émissions de CO2 et des énergies fossiles
- **Rôle de la loi** : être plus coercitif pour pousser les entreprises à limiter la pollution
- **Réalisme** : équilibrer les besoins économiques et écologiques
- **Politique de développement durable** : le gouvernement devrait bcp plus s'engager sur la transition écologique : renforcer le rôle de la constitution et la responsabilité du président de la République sur la transition écologique
- **Sensibilisation** : agir sur les comportements : suggestions de gestes d'économies d'énergie, mise en avant de l'intérêt de changer/moderniser ses équipements dans le logement. Les consommateurs peuvent être encouragés à agir de manière responsable et à consommer local.
- **Transports** : en raison des problèmes liées à la voiture, il est nécessaire de développer davantage l'offre de transports en communs.
- **Energie** : Le nucléaire est important dans le mix énergétique français, il est sans émissions de gaz à effet de serre

- **Emissions et réchauffement planétaire** : il a été proposé d'agir au niveau européen pour mieux faire face à la Chine et l'Inde notamment.
- **Information** : On a pointé le besoin de davantage de transparence.
- **Fiscalité écologique** : on a plutôt parlé du principe pollueur-payeur que des mesures coercitives

*

Deuxième partie : Fiscalité et dépenses publiques / Organisation de l'Etat et des services publics

Deuxième partie – Groupe 1 : thème Fiscalité et dépenses publiques

Modérateur : Vassili Le Moigne / Prise de notes : Yoann Thériaud

Justice fiscale et impôt sur les successions

Pour la justice sociale, il convient de taxer bcp plus les successions. Jusqu'à 90 ou 95 % avec peut-être un seuil minimum pour le patrimoine.

Si je peux réagir, il y a des moyens de contourner la taxe sur les successions.

Bien sûr, mais les successions bloquent l'ascenseur social.

Rappel historique : Aux Etats-Unis, la taxe sur les successions était supérieure à 80 % (on parle de la tranche marginale, sur des montants significatifs) avant les années de Ronald Reagan. Durant cette période, les inégalités sociales ont diminué. Depuis, les inégalités ont été multipliées par quatre.

Si vous êtes citoyens américains, où que ce soit dans le monde, vous payez vos impôts.

Je suis pour la fin de l'impôt sur les successions. C'est l'impôt à mon sens le plus inique. Ça oblige les gens à tout dépenser de leur vécu. D'ailleurs, cet impôt ne fonctionne pas : à la mort de Madame Bettencourt, l'Etat n'a pas touché 60% de l'Oréal

Député Frédéric Petit : attention, il y a une différence en France entre l'impôt sur le capital et sur le revenu.

Les Etats-Unis ont fait les deux en même temps, sur le capital et les successions (pas dans les mêmes taux), et c'est une société capitaliste, il n'y a donc pas de contradiction entre ces impôts et notre économie.

Evasion fiscale

Modérateur : Comment rendre la fiscalité plus juste et plus efficace ?

Beaucoup d'expats sont riches, Aujourd'hui, avec l'optimisation et l'évasion fiscale, on peut générer de l'inégalité sociale et des injustices. Par ex les paradis fiscaux. Google, les joueurs de foot, ils sont utilisés.

Il y a des avancées au niveau de l'OCDE

Impôt mondial

Question : Il y a combien de pays dans le monde qui ont un impôt mondial ?

Réponse : Les Etats-Unis et l'Erythrée, et Cuba sur certains impôts.

Le système américain est quand même assez égoïste. Ils ont décidé tout seuls, il n'y a pas de convention avec les autres pays. / Il y a quand même un énorme consensus que l'on retrouve en France, parfois contesté, qui est la question : faut-il lutter contre les inégalités ? ou pas ? Je pense

que oui. Qu'en pensez-vous ? (*Réaction plutôt favorable des participants*) / Sur l'évasion : effectivement il y a des tricheurs légaux.

Fiscalité française : lourde et complexe.

Il faut quand même rappeler qu'en France on est tous très taxé. C'est quand même une des questions qui a mobilisé les gilets jaunes.

La suppression des niches ne permettrait-elle pas de financer des services publics gratuits ?

Je propose d'instaurer l'impôt dès le premier euro (de revenu).

Fiscalité européenne : vers une harmonisation ?

Réponse : On paye déjà ses impôts en France dès les premiers revenus, et ils sont parmi les plus élevés, du fait de la TVA et des autres impôts indirects.

Problème sur la justice et l'évasion fiscale : en Europe, les nations ont chacune leur politique fiscale, avec des juristes et conseillers fiscaux.

Oui c'est vrai, c'est pour cela qu'il faudrait une politique fiscale européenne (4 ou 5 approbations dans la salle)

Il y a tellement de détails et d'exceptions dans la fiscalité française : elle reste incompréhensible pour les gens, et on se plaint toujours si on ne comprend pas. Avant de parler de nouvelles taxes, il faut un système plus lisible (4 personnes soutiennent ce point de vue)

En Tchéquie, par ex, il y a une flat tax de 15 % et pas de progressivité (3 personnes ne sont pas d'accord sur la description faite de la flat tax). / La question est : comment on définit une inégalité ? Si on a une meilleure transparence, la compréhension et l'acceptation des taxes s'améliorera aussi.

Je suis désolée mais ça me choque un peu ce que vous dites. Les tchèques qui gagnent 20 000 couronnes par mois, et qui sont imposés comme les tchèques riches, en avez-vous parlé ? (*Nombreuses réactions et remarques superposées sur le caractère juste - ou non - de la fiscalité tchèque*)

Réforme de la TVA

Tout le monde paye la TVA.

La TVA est plus importante que l'impôt sur le revenu.

Il y a aussi la CSG

Il faudrait une TVA européenne...

...Ou une TVA sociale

Député Petit : LA TVA est nécessaire, je crois qu'on ne l'utilise pas suffisamment bien. Elle est aussi un impôt sur la consommation, pas sur le revenu. En participants aux précédents grands débats, j'ai été intéressé par la proposition d'un citoyen d'utiliser la TVA pour réguler la consommation (par ex en l'augmentant sur les tomates en hiver). J'ai découvert l'idée de TVA flottante, qui était discuté dans les débats.

Réponse de la sénatrice Joëlle Garriaud-Maylam : Ce que vous proposez est intéressant mais horriblement compliqué. On peut simplement réduire la TVA sur les produits de première nécessité, et la garder à un niveau très élevé sur les produits de luxe.

Ça existe en Angleterre

Revenu universel

Il y a une autre proposition : redistribuer la TVA sous forme de revenu universel, ce qui permet à tous de consommer les biens.

Modérateur : le revenu universel, on l'a fait en Norvège, et ça n'a eu aucun impact [*probablement une référence à l'expérimentation du revenu de base qui s'est déroulée en Finlande*]

Il peut y avoir d'autres formes de revenu universel, telles que l'augmentation des petites retraites ou des petits revenus.

Transactions financières et évasion fiscale : vers des taxes plus justes et un contrôle amélioré

Pour moi, le débat, c'est comment taxer ceux qui doivent être taxables : les GAFAs, la vente en ligne, Renault, qui a son siège en Hollande, etc. Comment trouver la bonne base taxable ? Sur le revenu publicitaire ? Sur les transactions ? sur la livraison à domicile ?

Peut-on augmenter le nombre des contrôleurs fiscaux et des inspecteurs des impôts, plutôt que de cibler les chômeurs ?

La Cour des comptes pointe dans un rapport la baisse des moyens de l'Etat sur ce point.

Il y a un problème avec la finance : on est par définition dans la fausse création de valeur. On arrive à des dérives dangereuses à l'échelle mondiale.

Il faut surtaxer ces transactions

Je comprends ce que vous dites, mais de nombreuses entreprises sont basées à l'étranger...

Je crois qu'au niveau de l'OCDE, ils sont en train de redéfinir les bases taxables, on pense au pays de consommation.

Député Petit : Sur l'OCDE il y a quand même quelque chose qui avance.

Peut-on imaginer une taxe pour limiter les dividendes que les entreprises peuvent reverser ?

C'est sûr qu'en France, c'est un pays où les actionnaires en profitent le plus.

Député Petit : rappel de la distinction entre deux rentabilités différentes, les actions et les bénéfices des entreprises.

Je ne connais pas de grand groupe du CAC40 qui paye 35 %

L'impôt sur la richesse (ISF) est accepté, même si l'impôt sur les successions est plus controversé (on a eu des cas d'enfants qui perdaient le logement de leurs parents décédés, dans lequel ils vivaient, etc.) La popularité des impôts compte.

Sur la suppression de l'ISF : les donations aux associations ont commencé à baisser. Cela assèche les associations, par exemple celles qui aident les gens à trouver un logement.

Ce qui est inquiétant, c'est l'accumulation de richesses par une catégorie au détriment des autres. Qui achète aujourd'hui un logement à Paris ? Qui achète en France ? des héritiers ou des plus de 65 ans. Selon une étude, 65 % du capital possédé par les Français est hérité.

L'argent des impôts est-il bien utilisé ?

Proposition : faire des budgets base zéro pour l'Etat, comme dans les entreprises.

Frédéric Petit : Le parlement est chargé du contrôle des dépenses publiques. La France a des dépenses publiques parmi les plus élevées en Europe. On a aussi en contrepartie un bon niveau de services publics. Je contrôle le budget du programme 185. Il y a des structures à questionner, dont le mode de fonctionnement n'est pas toujours resté adapté. Bercy fait un très bon travail sur les questions économiques, et les autres ministères se concentrent sur leurs actions.

Dépenses publiques et dette / cotisations sociales et impositions des entreprises

On ne parle que d'impôts à augmenter ce soir. A mon avis la crise des gilets jaunes a montré que la question est de baisser les impôts et les dépenses publiques.

Rappel : la fiscalité sur les successions en France est l'une des plus élevées de l'OCDE.

Pourrait-on éviter de payer les intérêts de la dette ? J'ai l'impression que c'est super opaque.

Proposition : supprimer les charges sociales sur les artisans, les agriculteurs, ceux qui font vivre les communautés.

Une précision : je parle d'impôts hors prélèvement sociaux. Depuis 1960 le taux d'imposition est de 20 % flat, constant. Après, il y a les charges sociales, mais on ne peut faire de comparaison internationale (par ex il y a des pays où la couverture sociale est privée). Il y a une grande part de redistribution. Il ne faut pas mélanger des choux et des carottes, et après on fait croire que la France est le pays le plus taxé du monde.

Je suis préoccupé par le système bancaire, qui finance l'économie réelle en partie, et joue avec l'argent, mais n'a pas de conséquences en cas de pertes. Moi, ça me choque.

Proposition : peut-on augmenter les cotisations patronales pour continuer à financer notre système de santé et de retraite ?

Réponse : ça peut faire mal aux PME (3 participants approuvent ce point de vue)

Si on augmente les charges de petites entreprises, c'est intenable.

*

Deuxième partie – Groupe 2 – thème Organisation de l'Etat et services publics

Synthèse des échanges

On a proposé de simplifier le millefeuille territorial, notamment au niveau européen

On a notamment proposé de passer des communes aux communautés de communes et des départements aux régions.

On a proposé la suppression du Sénat. Il a aujourd'hui un rôle de contre-pouvoir, mais on a pensé à moderniser l'institution avec une deuxième chambre rénovée, avec une représentation des régions et/ou une représentation de la société civile.

On a proposé de revenir au septennat, mais avec un mandat non renouvelable.

Concernant la professionnalisation de la politique, on a proposé une limitation des mandats et des fonctions dans le temps.

Concernant l'ENA, on s'est interrogé sur l'utilité d'un personnel administratif et technique. Il y a un problème sociologique. Aujourd'hui les énarques sont souvent issus des couches les plus favorisées.

On a constaté une méconnaissance des institutions par les citoyens.

Concernant les consulats, on a proposé de supprimer les consulats français et de les remplacer en créant des consulats européens.

Concernant la digitalisation, on a proposé :

- Une modernisation et une numérisation des services de l'Etat
- Davantage de services publics de proximité, notamment à la campagne
- Pour avoir davantage de services publics, on a suggéré d'augmenter les impôts.

*

Mots de conclusion par les élus présents. Remerciement des participants et fin du débat.